

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°621 – 13 mars 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

137 M USD de la Banque mondiale pour améliorer l'accès à internet au Bénin, au Libéria et en Sierra Leone

Le 10 mars 2026, la Banque mondiale [a approuvé](#) un financement de 137 M USD destiné à la mise en œuvre au Bénin, au Libéria et en Sierra Leone de la deuxième opération du Projet d'intégration numérique régionale en Afrique de l'Ouest (WARDIP). Ce programme vise à développer une économie numérique régionale autour de trois axes : (i) l'expansion et la modernisation des infrastructures numériques, (ii) l'amélioration de l'environnement des affaires et (iii) l'appui aux entreprises numériques. Le projet prévoit notamment l'extension de réseaux haut débit, le renforcement de la connectivité internationale et l'amélioration des capacités des centres de données, ainsi que des actions de formation aux compétences numériques pour 9 000 personnes. L'initiative devrait permettre de connecter 5,2 M de personnes à l'internet haut débit et d'offrir un accès à des services numériques (plateformes de commerce, services financiers et administratifs) à 5,4 M de nouveaux utilisateurs, tout en soutenant plus de 140 startups afin de favoriser la création d'emplois dans les pays participants.

Publication du rapport de l'initiative mondiale contre le crime organisé sur le trafic de cocaïne en Afrique de l'Ouest

Le 10 mars 2026, l'Initiative globale contre le crime organisé [a publié](#) un rapport sur le trafic de cocaïne en Afrique de l'Ouest. Selon ce

Le chiffre à retenir

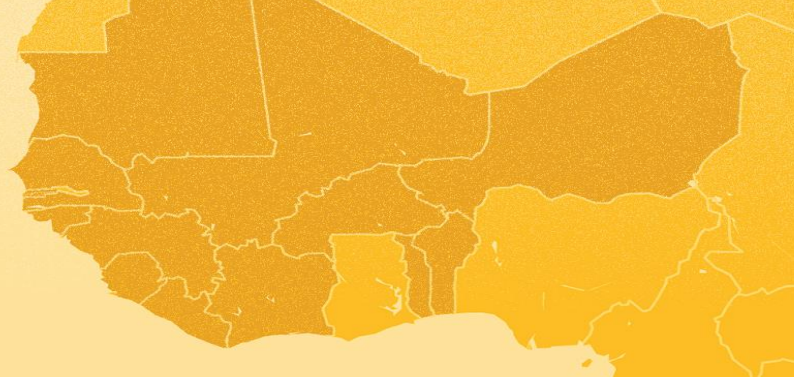
30 %

Part de la cocaïne à destination de l'Europe transitant par l'Afrique de l'Ouest selon l'Initiative globale contre le crime organisé

document, au moins 30 % de la cocaïne à destination de l'Europe a transité par la région en 2025, en hausse continue depuis 2019, avec des saisies cumulées dépassant 30 t (pour une valeur d'environ 900 M EUR). Le rapport souligne que ces flux ont alimenté la corruption, parfois au plus haut niveau de certains États (dans la région comme ailleurs), favorisé le blanchiment d'argent, et contribué à une augmentation de la consommation régionale, notamment sous forme de crack. Il souligne également que la région est devenue une plateforme de transit, de stockage et de redistribution vers l'Europe, la Turquie et certains pays asiatiques, avec des cargaisons dissimulées dans des produits d'exportation et des trafiquants utilisant navires, avions et sous-marins pour diversifier leurs routes et limiter les risques de saisie.

Lancement du programme REWARD de 8,5 M USD pour renforcer les chaînes de valeur rizicoles en Afrique de l'ouest

Le 13 février 2026, la Banque africaine de développement (BAfD), en partenariat avec AfricaRice (Centre du riz pour l'Afrique) et la CEDEAO, [a lancé](#) le programme régional REWARD-AfricaRice, doté de 8,5 M USD, destiné à renforcer l'adaptation des chaînes de



valeur rizicoles au changement climatique dans 14 pays d'Afrique de l'Ouest. Financé par la BAfD et mis en œuvre jusqu'en 2029, ce programme d'appui technique prévoit notamment l'amélioration de la production de semences, la promotion de pratiques agricoles durables, la diffusion de technologies de transformation et le renforcement de la coordination régionale. L'initiative vise à soutenir la productivité du secteur rizicole et la résilience des filières face aux chocs climatiques, tout en contribuant à la réduction des importations de riz, au développement du commerce intrarégional et à la progression vers l'autosuffisance en riz dans la région. Selon, les estimations, l'initiative pourrait porter la productivité rizicole d'environ 2 à 7 t/ha, augmenter le revenu annuel moyen des riziculteurs de 1 385 USD à 1 605 USD et générer jusqu'à 78 000 emplois.

Bénin

Inflation à -0,1 % en g.a en février 2026

Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (INStatD), le niveau général des prix [a diminué](#) de 0,1 % en glissement annuel (g.a) en février 2026, après une hausse de 0,9 % le mois précédent. Cette déflation reflète principalement la baisse en g.a des prix des postes "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-0,2 %), "Transport" (-1,9%) et "Restaurants et services d'hébergement" (-5,6%), compensée en partie par la hausse enregistrée au niveau des autres postes, en particulier "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+6,5%), "Santé" (+2,1%) et "Vêtements et chaussures" (+2,1%).

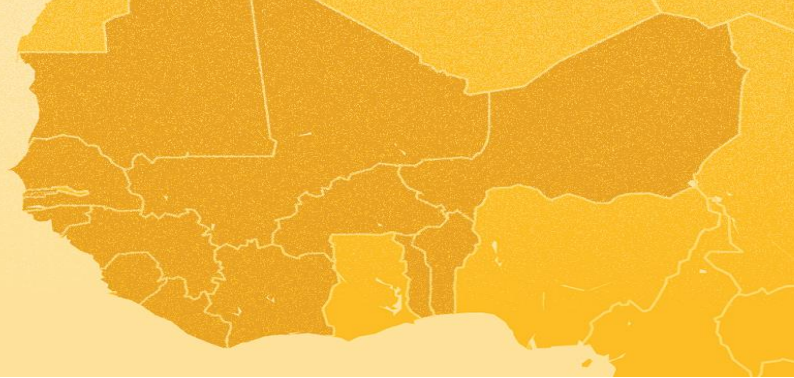
Burkina Faso

216 M USD de la Banque mondiale pour le développement du secteur agricole

Le 10 mars 2026, la Banque mondiale [a approuvé](#) un financement de 215,9 M USD à destination du Projet d'appui à la transformation de l'agriculture au Burkina Faso. Cette initiative vise notamment à (i) renforcer la productivité agricole ; (ii) soutenir le développement des chaînes de valeurs prioritaires (riz et maïs) ; (iii) faciliter l'accès aux marchés ; (iv) réduire les contraintes d'accès au financement afin de favoriser l'investissement privé et l'adoption de nouvelles technologies. Ce programme entend enfin favoriser la création d'emplois durables en zone rurale et renforcer la participation des femmes et des jeunes. Il couvrira en particulier 4 régions, retenues en raison entre autres de leur potentiel agricole et des perspectives d'extension d'initiatives déjà mises en place dans le cadre du Projet de résilience et de compétitivité agricole, également financé par la Banque mondiale.

Ratification de l'accord de prêt de 15,2 M EUR de la BOAD pour la construction du tronçon Yargo – Bourzanga

Le 19 février 2026, le gouvernement burkinabé [a approuvé](#) en Conseil des ministres un prêt de 10 Md FCFA (environ 15,2 M EUR) destiné au financement de la construction du tronçon Yargo – Bourzanga dans le cadre du projet de construction et de bitumage de la route nationale n°22 reliant Kongoussi à Djibo. Cette décision ratifie l'accord signé entre la Banque Ouest-africaine de développement (BOAD) et le Burkina Faso le 30 décembre 2025. Cette démarche s'inscrit au sein de l'initiative présidentielle « [Faso Mèbo](#) » dont l'un des objectifs est le désenclavement du territoire burkinabé, notamment grâce à la construction d'infrastructures routières reliant les chefs-lieux de région entre eux.



Cap-Vert

L'UE approuve une dérogation aux règles d'origine préférentielle en faveur du pays

Par le règlement d'exécution (UE) [2026/507](#) du 6 mars 2026, l'Union européenne (UE) a accordé au Cap-Vert une dérogation temporaire aux règles d'origine préférentielle concernant les préparations ou conserves de filets de thon et les longes de thon (crues, cuites et congelées), les préparations ou conserves de filets de maquereaux et les préparations ou conserves de filets d'auxides. Valable sur une période de deux ans, cette mesure autorise notamment l'importation annuelle de 5 000 tonnes de thon ([contre](#) 3 000 tonnes en 2024), 3 000 tonnes de maquereau (contre 2 700 tonnes) et 1000 tonnes d'auxides (contre 600 tonnes). Cette décision contribuera à assurer l'approvisionnement des entreprises de transformation de poisson, à maintenir l'emploi et à renforcer la compétitivité de l'industrie halieutique capverdienne.

Le transport de passagers aériens a progressé de 15,8 % en 2025

En 2025, le [transport aérien](#) a connu une forte croissance avec environ 3,5 M de passagers, soit une hausse de 15,8 % sur un an d'après l'Institut national de statistique du Cap-Vert. Les aéroports du pays ont enregistré 37 476 mouvements d'aéronefs en 2025, soit une croissance annuelle de +15,7 %, tandis que le fret aérien a progressé de 9,7 % à 1100 tonnes. A l'inverse, le transport maritime a enregistré un recul (-5,3 %) du nombre de passagers à un peu plus de 1,5 M, malgré une hausse du trafic de conteneurs.

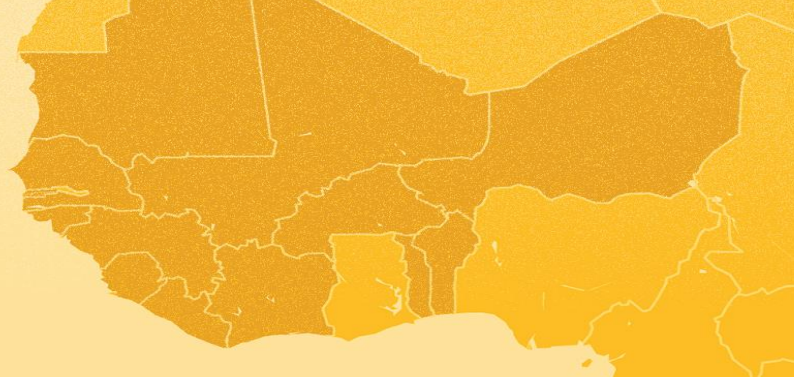
Côte d'Ivoire

Prix bord-champ de la mangue maintenu à 2450 FCFA la caisse pour la campagne 2026

Le 12 mars 2026, le conseil d'administration d'Inter-Mangue [a décidé](#) de maintenir le prix bord champ de la caisse de mangue à 2 450 FCFA pour la campagne 2026. Le prix du kilogramme en station de conditionnement est également reconduit à 220 FCFA, au même niveau que lors de la campagne précédente. L'ouverture officielle de la campagne a été fixée au 28 mars 2026. Les professionnels du secteur se sont par ailleurs engagés à porter le prix bord champ à au moins 2 500 FCFA pour la campagne 2027. D'après les douanes ivoiriennes, la Côte d'Ivoire a exporté 64,9 M de tonnes de mangue en 2024 (+29,5 % par rapport à 2023), le plus gros volume de toute son histoire.

La BOAD envisage de mobiliser 1 300 Md FCFA pour la mise en œuvre du PND 2026-2030

Le 12 mars 2026, à l'occasion d'une audience accordée par le ministre du Plan et du Développement, la Banque ouest africaine de développement (BOAD) [a annoncé](#) envisager la mobilisation de plus de 1 300 Md FCFA (2 Md EUR) pour accompagner le financement des projets inscrits dans le cadre du Plan national de développement (PND) couvrant la période 2026-2030. Pour rappel, la BOAD a mobilisé plus de 1 150 Md de FCFA (environ 1,8 Md EUR) au cours des cinq dernières années pour financer des projets publics comme privés, notamment dans les secteurs des infrastructures de transport, des technologies de l'information et de la communication, de l'énergie, de l'agriculture, de l'immobilier, de la santé et de l'éducation.



Guinée

Création du Guinea Development Board pour renforcer l'attractivité économique

Le Président guinéen [a procédé](#) début mars 2026 à la création de l'Agence guinéenne de développement, dénommée Guinea Development Board (GDB). Instituée par décret, cette nouvelle structure publique vise à centraliser et coordonner les politiques de promotion et de développement économique afin de renforcer l'attractivité du pays auprès des investisseurs nationaux et internationaux. Inspirée notamment du modèle du Rwanda Development Board, l'agence aura pour mission d'accompagner l'investissement, de promouvoir les exportations, le tourisme et le développement industriel, tout en améliorant la visibilité économique de la Guinée à l'international. La création du Guinea Development Board (GDB) s'accompagne d'une réorganisation de l'architecture institutionnelle dédiée à la promotion économique. Le décret prévoit en effet l'intégration au sein de la nouvelle agence de plusieurs structures publiques auparavant chargées de missions similaires. Parmi les entités concernées figurent notamment l'Agence de promotion des investissements privés (APIP), l'Agence guinéenne de promotion des exportations (AGUIPEX), l'Office national du tourisme ou encore l'Agence de gestion des parcs industriels.

Retrait de 41 permis d'exploitation de carrières

Le gouvernement guinéen [a procédé](#) au retrait de 41 permis d'exploitation de carrières détenus par des sociétés nationales et étrangères opérant dans l'extraction de substances telles que le granite, la dolérite, la latérite ou encore le sable. La décision, rendue publique le 10 mars 2026 par le ministère des Mines et de la

Géologie, entraîne le retour immédiat de ces titres dans le portefeuille de l'État, rappelant aussi une précédente vague de retrait, fin 2025. Selon les autorités, cette mesure vise à assainir le cadastre minier et à renforcer la régulation du secteur. Elle s'appuie notamment sur des irrégularités constatées, telles que l'expiration de certains permis ou le non-respect des dispositions du Code minier révisé.

Guinée-Bissau

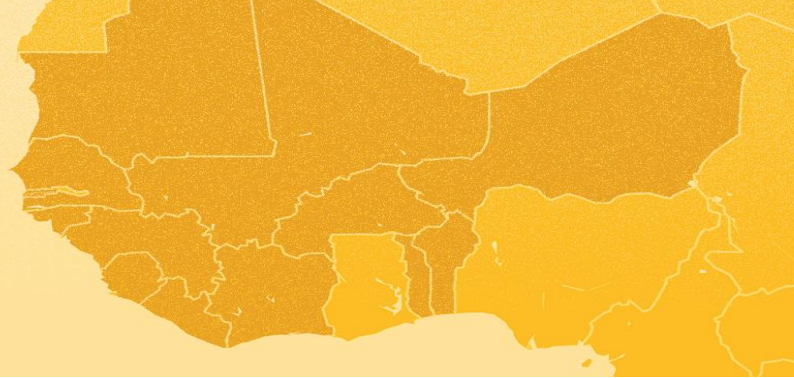
Fixation du prix de référence de la noix de cajou à 410 FCFA le kg pour la campagne 2026

Le 10 mars 2026, le gouvernement de Transition de Guinée-Bissau [a annoncé](#), à l'issue du Conseil des ministres, la fixation du prix de référence pour l'achat de noix de cajou auprès des producteurs à 410 FCFA (0,63 EUR) le kg, un niveau identique à celui de la campagne précédente. Le Conseil des ministres a parallèlement approuvé un projet de décret établissant le cadre de commercialisation et d'exportation de la noix de cajou pour la campagne 2026. Selon les données de la BCEAO, en 2023, les exportations de noix de cajou brutes se sont établies à 105,7 Md FCFA (161,1 M EUR) en 2023, soit 72,7 % de la valeur globale des exportations du pays.

Libéria

Publication d'un plan stratégique quinquennal (2026-2030) pour renforcer la discipline budgétaire

Le 4 mars 2026, le ministère des Finances et de la Planification du développement du Libéria [a dévoilé](#) son plan stratégique quinquennal. Ayant pour objectif de renforcer la gouvernance budgétaire, la transparence et la qualité des services publics, le ministère identifie 5 objectifs clés à atteindre d'ici 2030 :



(i) porter le ratio des recettes au PIB à 35%, (ii) ramener le ratio de dette publique au PIB à moins de 45 %, (iii) obtenir des résultats d'audit sans réserves, (iv) assurer 95% des paiements de l'État par voie électronique et (v) étendre les systèmes modernes de gestion financière à l'ensemble de l'administration publique..

Mali

NDC Énergie reprend le réseau de stations-service ex-TotalEnergies

La société malienne NDC Energy, filiale de Niangadou Distribution Company, a repris le réseau d'environ 80 stations-service (le plus vaste du pays) précédemment exploité depuis janvier 2025 par la société béninoise Coly Energy, selon des [informations](#) du média Journal du Mali. Le montant de la transaction n'a pas été rendu public. Cette opération intervient un an après le retrait du groupe TotalEnergies, présent dans la distribution de carburants au Mali depuis les années 1970. La major avait cédé ses activités locales au premier trimestre 2025 à Coly Energy, en partenariat avec Bénin Petro SA.

Niger

Résiliation des contrats de trois sociétés aurifères

Le 3 mars 2026, le Conseil des Ministres du Niger [a adopté](#) trois projets de décrets portant résiliation des contrats conclues avec les sociétés COMINI SARL, AFRIOR SA et ECOMINE SA pour l'installation et l'exploitation d'unités d'affinage d'or. Selon les autorités, les entreprises concernées n'auraient pas respecté certaines obligations contractuelles depuis 2023, notamment en matière d'investissement, d'emploi local, de respect des normes environnementales et d'obligations fiscales. Elles sont également accusées de ne pas avoir transmis au Ministère des Mines leurs rapports

techniques et financiers annuels. Deux mises en demeure avaient préalablement été adressées à chacune des sociétés en février et juillet 2025. Seule ECOMINE SA y avait donné suite, la réponse ayant alors été jugée insuffisante par les autorités.

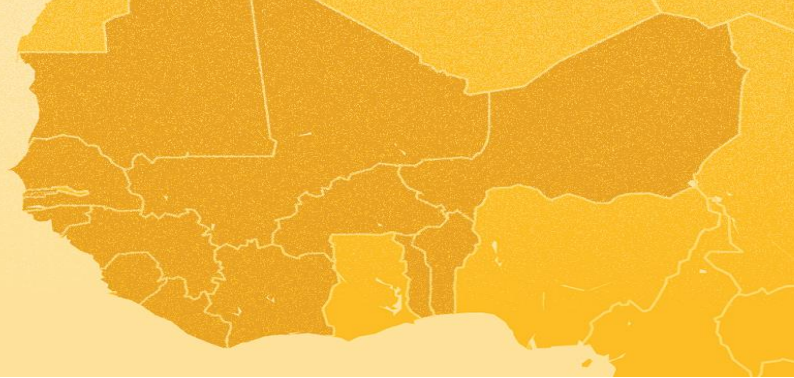
Sénégal

L'ADEPME lance un programme visant à formaliser 100 000 entreprises d'ici 2030

Le 10 mars 2026, l'Agence de développement et d'encadrement des petites et moyennes entreprises (ADEPME) [a lancé](#) son plan de transformation visant accompagner et à valoriser les PME/PMI au Sénégal. Ce programme ambitionne de contribuer à la territorialisation de l'économie nationale, à l'industrialisation à travers la transformation des produits locaux ainsi qu'au développement des exportations et à la conquête des marchés locaux, régionaux et internationaux. A l'horizon 2030, les objectifs fixés sont : la formalisation de 100 000 PME, l'accélération de la digitalisation de 10 000 PME/PMI ainsi que l'accompagnement de 400 start-ups et de 320 entreprises dans les filières et pôles du territoire. Ce programme s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale Vision 2050, qui place la transformation locale par l'industrialisation et la territorialisation de l'économie parmi ses priorités.

Près de 7,1 MEUR mobilisés via les Waqf privés au Sénégal

Le Waqf, mécanisme de finance islamique destiné à lutter contre la pauvreté, à réduire les inégalités sociales, se développe au Sénégal. Selon la Haute autorité du Waqf, la valeur des [waqf privés](#) formalisés et enregistrés au Sénégal atteint 4,6 Mds FCFA (7,1 MEUR) à fin janvier 2026. Entre janvier 2025 et janvier 2026, 12 nouveaux Waqf privés ont été enregistrés pour un montant total de plus de 408 M FCFA (622 K



EUR). L'institution indique également qu'environ 400 Waqf non encore formalisés ont été identifiés, avec une valeur estimée à plus de 17 Md FCFA (25,9 M EUR). Ces ressources visent à soutenir des projets sociaux dans des domaines comme l'éducation, l'agriculture et l'aide aux populations vulnérables.

Togo

Revue du portefeuille actuel de projets de la Banque mondiale d'un montant de 1,5 Md USD

Le 5 mars 2026, les autorités togolaises et des représentants de la Banque mondiale [ont tenu](#) une rencontre dédiée à la revue du portefeuille des projets de développement financés par l'institution dans le pays. Cet échange a porté sur les défis persistants et les actions envisageables pour optimiser l'impact socio-économique des projets menés par la Banque mondiale au Togo, dont le montant total s'élève à 1,5 Md USD. Le portefeuille actuel de l'institution au Togo comprend 18 projets et programmes, dont 10 nationaux et 8 régionaux. Ces projets se déploient dans les domaines de développement prioritaires que sont entre autres l'emploi, l'énergie, la gouvernance, la santé et l'agriculture. A noter que le Togo a aussi bénéficié d'appuis des autres entités du Groupe Banque mondiale comme (i) la Société Financière Internationale (SFI) qui a investi et mobilisé un environ 320 M USD entre 2020 et 2025 pour soutenir le secteur privé et (ii) l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), dont le portefeuille actif à fin 2025 a atteint 172 M USD, auquel s'ajoute une garantie de 585 M USD.

Le taux d'accès à l'électricité est de plus 75 % à fin 2025

Selon un [bilan](#) communiqué par le Ministère de l'Energie et des Ressources Minières le 9 mars 2026, près de 100 000 branchements au réseau électrique ont été réalisés à la fin 2025 grâce au Fonds Tinga, initiative lancée en 2022 et dotée d'un financement de [3 Md FCFA](#) (4,6 M EUR). Ce fonds permet de faciliter l'accès à l'électricité pour les ménages des zones rurales et ceux à faibles revenus. Grâce à ce fonds et à d'autres initiatives (mini-réseaux solaires, programme Cizo...), le taux d'électrification national a dépassé la barre de 75% fin 2025. Pour rappel, le [Pacte National Energie pour la République Togolaise](#) prévoit l'accès universel à l'électricité à l'horizon 2030.



Publications

Retrouvez ci-dessous les liens des dernières publications régionales des indicateurs de développement, et chiffres clés.

Chiffres clés	Indicateurs de développement
Bénin	Bénin
Burkina Faso	Burkina Faso
Cap-Vert	Cap-Vert
Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire
Gambie	Gambie
Guinée	Guinée
Guinée-Bissau	Guinée-Bissau
Libéria	Libéria
Mali	Mali
Mauritanie	Mauritanie
Niger	Niger
Sénégal	Sénégal
Sierra Leone	Sierra Leone
Togo	Togo

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)